

# LE CONGRÈS DE L'ÉQUILIBRE INSTABLE

Il nous faut rectifier une erreur que nous avons commise avec beaucoup d'autres. Nous pensions, avant le XXIII<sup>e</sup> Congrès, que les problèmes de l'Union soviétique y trouveraient leur expression, quoique défigurée. Or, il n'en a, pour ainsi dire, pas été ainsi. Le congrès a été très morne. Il n'y eut pas de débats, même sous une forme camouflée. Et il ne s'en dégage pas de ligne claire. En aurait-il été différemment à huis-clos ? Cela paraît très douteux.

Pourtant, des problèmes très importants se posent dans de nombreux domaines, et il y a des tendances divergentes et même opposées au sommet du P.C.U.S. Dans l'Unité du 9 mars, le correspondant de ce journal à Moscou, Augusto Pancaldi, donnait un intéressant article sur la discussion préparatoire au Congrès. Il déclarait en particulier :

« Les termes du débat partent essentiellement de la reconnaissance objective qu'il existe un vide dans la recherche historique ; c'est-à-dire qu'on ne peut considérer la période dominée par la figure de Staline sans mentionner son nom, comme on l'a fait jusqu'à maintenant. De là surgissent au moins trois positions différentes ayant chacune différents moyens d'expression.

« La première position demande une étude politique et historique de la période du culte de la personnalité et des causes qui l'ont engendrée. Cette position se reflète dans le travail entrepris dans divers projets historiques et littéraires, ou dans la lutte contre les vestiges du culte menée par des revues comme *Novy Mir* et *Yunost*, et sur la scène de quelques théâtres de Moscou.

« La deuxième tendance croit que tout ce qu'il fallait dire sur cette période a déjà été dit, et que continuer à en parler ne fait du bien à personne, et que la solution est d'oublier le passé et d'aller de l'avant.

« La troisième qui a plus d'autorité

que les autres, après avoir déclaré que l'on doit considérer que les conséquences du « culte » ont été complètement surmontées grâce au XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> Congrès, dit qu'il faut maintenant réévaluer cette période historique et, avec elle, même certains aspects de l'œuvre de Staline. »

Il va de soi qu'il ne s'agit pas là d'un débat historique, mais de différences politiques sur la « construction du socialisme » à présent.

Si le congrès n'a pas reflété ces différences, c'est qu'il y a certainement eu un accord au présidium pour qu'il en soit ainsi. Il est à noter qu'en dehors des rapporteurs, peu de membres de cet organisme ont pris la parole.

Cependant, de ce qui a été dit, certains aspects sont à relever. Sur les questions économiques où, aux difficultés traditionnelles de l'agriculture, s'ajoute le fait du ralentissement de la croissance de l'industrie, la prudence a été la caractéristique principale. Les réformes à la Liberman n'ont été encouragées que modérément.

Dans le domaine international, deux points sont à noter. D'abord, contrairement à la lettre qui fut diffusée dans le parti avant le Congrès, le rapporteur prit une attitude très modérée dans la question du conflit sino-soviétique. A notre avis, il n'y a là qu'une contradiction apparente. Les positions des Chinois étant affaiblies, la direction soviétique a pu tactiquement se donner le beau rôle de la modération en vue d'une douteuse réconciliation future. C'était une attitude tactique qui ne lui coûtait rien et qui ne changeait rien.

Sur la question vietnamienne, le Congrès ne pouvait manquer d'affirmer la solidarité avec le Vietnam, mais un incident a été révélateur du fond des sentiments de la bureaucratie. Le dirigeant de la délégation cubaine au Congrès, Armando Hart Davalos, demanda une aide effective au Vietnam :

« D'un point de vue tactique, dit-il, il faut créer une force militaire capable de stopper le bombardement du Nord-Vietnam, de désactiver les avions américains qui bombardent le territoire vietnamien. »

Le compte rendu du congrès paru le 1<sup>er</sup> avril dans le *Drapeau Rouge*, organe du P.C. pro-Moscou de Belgique ; est éloquent à cet égard :

« Ce fut après Jivkov qu'on entendit le camarade Hart, au nom du Parti communiste cubain, dont le discours fut accueilli assez froidement par la salle au point qu'il fallut, certainement pour ne pas donner au camarade Armando Hart Davalos la sensation d'être isolé, que ce soit Brejnev lui-même qui donnât à plusieurs reprises le signal des applaudissements.

D'abord, Armando Hart exprima la reconnaissance du peuple cubain à l'URSS pour tout ce qu'elle avait fait et faisait toujours en faveur de la révolution cubaine. Après avoir repoussé les accusations de Pékin sur le « peu d'aide » de l'URSS au Nord-Vietnam, il exprima ensuite une vérité d'évidence : L'unité est nécessaire sur tous les problèmes de lutte contre l'impérialisme mais surtout au point-clé : le Vietnam. Mais il généralisa ensuite en proposant des solutions aventureuses, irresponsables :

« Assurons le développement de la révolution sur tous les points du monde, faisons triompher la violence révolutionnaire des masses », et autres expressions qui n'ont qu'un caractère verbal... »

On ne pourra manquer de rapprocher cette froideur à l'égard des propositions cubaines des applaudissements qui ont accueilli les propos de Waldeck-Rochet, se félicitant du prochain voyage en U.R.S.S. de De Gaulle. C'est contrainte et forcée que la bu-

reaucratie soviétique soutient la lutte du Vietnam.

En matière de problèmes culturels, les libéraux à la Tvardovsky n'ont pu s'exprimer et ont été éliminés du Comité central. Par contre, les réactionnaires à la Cholokhov et d'autres, comme le dirigeant des Jeunesses communistes, ont eu le champ libre, sans toutefois que le rapporteur reprenne à son compte ce qu'il y avait précisément de très réactionnaire dans ces interventions. Une telle mise en scène est significative de ce que la direction voudrait bien entendre, mais en même temps des limites qui lui sont imposées par les conditions objectives.

En tout cela, ainsi que dans les décisions rebaptisant l'organe suprême Bureau Politique, et désignant la fonction de Brejnev « secrétaire général », on aperçoit la tendance de la direction à aborder pragmatiquement les grandes questions qui se posent à elle, en même temps qu'elle tend à renforcer son contrôle administratif, policier, sur la société soviétique. Autrement dit, elle voit les dangers, ne sait pas comment les résoudre, s'efforce de resserrer les rouages et s'en tient aux positions les plus conservatrices possibles dans les conditions données.

Dix ans après le XX<sup>e</sup> Congrès, tout près du cinquantième anniversaire de la Révolution d'Octobre, la bureaucratie dirigeante voudrait se détourner de la politique proprement dite, pour se réfugier dans la technocratie et l'administration. Mais, précisément, au niveau de développement atteint par l'Union soviétique, et après l'intermédiaire de Khrouchtchev, les problèmes politiques, en premier lieu celui de la démocratie soviétique, se posent avec de plus en plus d'acuité. Le XXIII<sup>e</sup> congrès a esquivé ces problèmes, mais ceux-ci, loin de disparaître, ne tarderont pas à se poser avec d'autant plus de vigueur qu'on a voulu les ignorer.

Pierre FRANK.

## Siniavski et Daniel abandonnés ?

Les extraits d'interrogatoire de Daniel et de Siniavski qu'a publié le *Monde* du 19 avril confirment ce que les œuvres des deux écrivains pouvaient révéler de leurs auteurs : ce sont des hommes, courageux sans ostentation, fermes de caractère, qui ont refusé d'entrer dans le jeu sinistre de la bureaucratie qui exige d'être reconnue comme émanation du prolétariat soviétique, du socialisme, du marxisme, de façon à convaincre automatiquement ses adversaires d'être des contre-révolutionnaires.

Aussi brefs qu'ils soient, de tels extraits doivent amener les intellectuels français, qui se sont laissés endormir par la « déstalinisation » à laquelle la bureaucratie a été contrainte, à prendre conscience que celle-ci n'a pas changé de nature et qu'il est vain

d'attendre son auto-réforme. Le procès Siniavski et Daniel n'est pas un accident dans un cours de plus en plus libéral, c'est le coup d'arrêt à des concessions obligées, concédées dans une période d'affaiblissement de la bureaucratie, consécutive à la mort de Staline, et dont les bureaucrates craignent maintenant le développement naturel parce qu'ils y lisent l'arrêt de mort de leur régime d'oppression sur les masses.

Sur la lancée du procès, aidés de la nouvelle et honteuse capitulation de Cholokhov, les éléments de la réaction « soviétique » tentent de consolider leur avantage. Après la Komsomol, ce bastion de la droite bureaucratie, l'armée est entrée en lice contre Tvardovsky, dirigeant de la revue *Novy Mir*. L'essence du réalisme socialiste est cyniquement affirmée par les bureaucrates

à culottes de peau dans un texte dont il suffit de lire cette phrase-manifeste : « Détruire la légende reposant sur des faits historiques, n'est-ce pas aussi détruire les faits eux-mêmes ? » Personne n'a jamais dit mieux sous Staline. Pour ceux qui se rangent derrière un tel drapeau, même le réformisme littéraire de Soljénitsyne méritera demain le camp de concentration.

Certes, nous pensons que les forces antibureaucratiques l'emporteront en fin de compte en U.R.S.S., mais elles n'en ont pas moins besoin, au contraire, de l'aide de tout ce que le mouvement ouvrier et révolutionnaire compte d'hommes et de femmes ouverts à l'importance d'une telle affaire.

Indépendamment du grand talent de Siniavski et de Daniel, leur cas dépasse leurs personnes et acquiert une signification politique générale.

Nous craignons, après avoir pris connaissance de la démarche en U.R.S.S. de M. Vignorelli, de la Communauté européenne des écrivains, que cette organisation, ainsi que le Pen Club international, ne sacrifient Siniavski et Daniel aux bonnes relations avec l'Union des écrivains soviétiques. Ces deux associations, d'ailleurs, qui ne se caractérisent pas par des positions idéologiques précises, ne sont sans doute pas les mieux placées pour mener une lutte en faveur des deux condamnés. Ce sont les écrivains d'avant-garde, ceux qui ont pris des positions courageuses à l'égard des conflits sociaux et politiques dans le monde, ceux qui se sont prononcés contre la guerre de la France en Algérie, et des U.S.A. au Vietnam qui ont l'autorité morale et le poids politique susceptible de faire reculer la bureaucratie soviétique, c'est à eux qu'il appartient de former un comité pour la liberté de Siniavski et Daniel.

La carence en ce domaine serait plus qu'une erreur, un crime par aveuglement, un de ceux qui finissent toujours par retomber sur la tête de ceux qui ont pensé que ce n'était pas leur affaire, ou pas le moment, ou pas si grave. Et comme c'est là le sujet de la nouvelle de Daniel, *L'Expiation*, nous en recommandons la méditation et la transmission à tous ceux que nous considérons, sur la foi de leurs gestes politiques, comme des alliés de la révolution, et dont nous espérons qu'ils ne décevront pas nos espoirs.

M. L.

## VIETNAM

(suite de la page 1)

En fin de compte, les événements ont donné lieu à une double réaction américaine. A l'intérieur des Etats-Unis, la prise de conscience de l'impasse de cette guerre s'est élargie. Les politiciens les plus clairvoyants, qui craignent des catastrophes pour l'heure de vérité où les grandes masses verront le résultat et... la note de frais, augmentent leur pression en faveur d'un règlement négocié, dût-il même amener le Vietcong au pouvoir, à terme. Mais dans le même temps le Pentagone réagissait selon sa propre logique, en franchissant un nouveau degré de l'escalade militaire : pour la première fois les bombardiers géants B 52 allaient déverser des tonnes de bombes lourdes sur le Nord-Vietnam et s'attaquaient aux faubourgs de Haiphong et de Hanoi. Ainsi se confirmait que c'est par principe tactique que l'impérialisme répond à tout progrès de la révolution au Sud par l'aggravation du terrorisme militaire au Nord. Les degrés d'escalade qui restent à franchir sont peu nombreux avant que la Chine devienne l'objectif immédiatement supérieur.

Le ministère des Affaires étrangères de Pékin a adressé aux impérialistes une « note très sérieuse », et il a été

question en U.R.S.S. d'une vague promesse de volontaires soviétiques. Mais la seule chose certaine c'est qu'un de ces volontaires, parce que l'on avait refusé son offre, s'est fait brûler vif, à la manière des bonzes, sur la place Rouge de Moscou ; ce qui prouve au moins et à la fois que des citoyens soviétiques veulent aider la révolution vietnamienne autrement que par des manifestations sans portée, condamnent le neutralisme de fait de leur gouvernement, et que cela peut aller jusqu'aux formes les plus extrêmes de la mauvaise conscience collective.

Il est vrai que des Mig sont apparus dans le ciel nord-vietnamien. Sans que l'on sache toutefois s'ils sont russes ou chinois. En revanche, il est certain qu'il s'agit d'appareils démodés, pilotés par des aviateurs non-expérimentés puisqu'ils sont apparus en état d'infériorité par rapport aux appareils et équipages américains. Il est donc probable que ces Mig sont pilotés par des Vietnamiens hâtivement formés et qui finissent leur apprentissage au prix de leur vie. Quant aux fusées, bien que ce soit leurs bases que sont allés attaquer les B 52 près de Hanoi et de Haiphong, elles ne fonctionnent toujours pas. Tout le reste est littérature.

Dick LEMAIRE.

## LA HAVANE DÉM...

La presse a fait une place importante aux attaques de Castro, avant et après la Conférence tricontinentale de La Havane, contre la direction du P.C. chinois. On sait également qu'il s'est livré à une attaque très violente, d'un style à la Staline-Vichinsky, contre la IV<sup>e</sup> Internationale — et nous avons fait connaître les réponses de notre mouvement à cette attaque. Nous croyons que, pour avoir une vue complète des positions des dirigeants cubains, il est utile de faire connaître également leurs démêlés avec la direction yougoslave.

La direction de la Ligue des communistes yougoslaves voulait envoyer un représentant, à titre d'observateur, à la Tricontinentale. Cette demande fut rejetée par le Comité préparatoire international, notamment à la demande des Cubains qui soulevèrent les objections suivantes :

« Le gouvernement yougoslave a, en réalité, soutenu les tentatives des impérialistes pour essayer de forcer la République démocratique du Vietnam à négocier avant que la condition de retrait des troupes yankees du sol vietnamien soit préalablement remplie. Comme on le sait bien, ceci est en violation flagrante avec l'accord de Genève et en contradiction ouverte avec la position de la République démocratique du Vietnam et du Front national de libération. En outre, dans aucun document ou déclaration, le gouvernement yougoslave n'a condamné les attaques impérialistes contre le peuple du Sud-Vietnam ou demandé une stricte observation de l'accord de Genève. » (Granma, 13 février).

L'article cité de Granma était d'ailleurs une réponse à un article de Borba, du 24 janvier, qui traitait d'« Estimations négatives » de la Tricontinentale. Ces « estimations négatives », pour Borba, c'étaient les réactions des gouvernements d'Amérique latine, d'abord. C'étaient aussi celles de partis communistes. « Il semble, écrivait Borba, qu'un certain nombre de partis communistes d'Amérique latine font également des réserves au sujet de la Conférence et de la tactique de lutte qu'elle a décidée. »

Les partisans de la « coexistence pacifique » font évidemment des « réserves » en matière de lutte armée, et les dirigeants yougoslaves les approuvent.